

EDITORIAL



Par **Maxime Picard**
Secrétaire fédéral
aux Syndicats
et aux Associations

Un président, ça (se) trompe énormément

Face à la mobilisation des Français, Nicolas Sarkozy a du changer de stratégie. Lui, qui naguère fustigeait notre goût marqué pour les discussions avec les partenaires sociaux, a du prendre acte de cette nécessité dès lors que le front syndical est uni.

Mais il s'agit bien là du seul élément fiable dans la bouche de notre président, tant le reste de ses réponses sont devenues floues et incertaines.

Des propositions, il en fait, certes du bout des lèvres, mais, seulement si elles sont validées, et applicables pour bien plus tard.

Ainsi sur la taxe professionnelle, son éventuelle suppression fut d'abord totale puis partielle. Son remplacement par la taxe carbone - une autre taxe sur les entreprises - a été évoqué, mais serait sans impact sur la relance, puisque la charge n'est pas déplacée. Plus sûrement, on peut imaginer que ce sont les ménages qui devront payer en plus ces 8 milliards d'euros. Loin d'augmenter leur pouvoir d'achat, Sarkozy propose aux Français de nouveaux impôts...

Quant aux annonces sur l'impôt sur le revenu, non seulement elles ne concerneraient que la moitié de Français qui paient cet impôt, mais encore elles bénéficieraient aveuglément à tous les contribuables, dont ceux qui n'en ont pas besoin. Les socialistes doivent rappeler leur attachement au seul impôt réellement progressif et autour duquel doit se construire notre fiscalité future.

Au fond, Nicolas Sarkozy ne veut pas se renier : il a fondé sa campagne sur l'accès de tous à la propriété, en assurant à chacun que les banques suivraient. De fait, il n'admettra pas qu'à force de restreindre la part des revenus dans la richesse nationale, il n'est plus possible de financer l'économie par la consommation des ménages. Dès lors, soit ces derniers ne consomment plus, soit ils s'endettent... Dans les deux cas, cela conduit à une crise.

Toute relance, pour être efficace, doit modifier la place des revenus dans la richesse produite et permettre une augmentation du pouvoir d'achat. La consommation est aussi une base économique solide, en tout cas plus que la spéculation. Le plan de relance des socialistes se fonde sur une analyse différente de celle du gouvernement. Pour nous, la cause, c'est l'endettement des ménages, qui a conduit le système bancaire à la dérégulation, et de fait l'action sur les revenus et l'investissement public est la réponse. Pour les conservateurs, le système capitaliste n'est pas en cause. Une poignée d'inconséquents qui, outre atlantique auraient dérapé, est responsable de la crise. La solution serait de "moraliser le capitalisme", d'en effacer les travers les plus choquants. Surtout, il ne faut pas toucher le système, parce qu'il marche pour les amis.

Au fond, Nicolas Sarkozy attend avec cynisme que la conjoncture internationale se renverse pour le sauver. Pendant ce temps, les Français devront se débrouiller.

Contre plan de relance Le PS en campagne

Les secrétaires de section ont été invités pour un rassemblement à la Mutualité à Paris, le dimanche 1^{er} février. La direction nationale a, à cette occasion, invité les militants socialistes à relayer et défendre le contre-plan de relance présenté par le PS face à la crise. Un site internet a été ouvert pour l'occasion, présentant l'ensemble des outils de cette campagne, à l'adresse : <http://agirvraimentcontrelacrise.fr>

Le Morbihan s'est déplacé en nombre le week-end des 31 janvier et 1^{er} février à la rencontre organisée par le National. 8 secrétaires de section accompagnés de Tugdual Gauter et Stéphane Le Guennec ont participé à cette journée.

Le contre plan de relance économique a été au centre de toutes les interventions : au-delà des argumentaires développés

par Michel Sapin ou Didier Migaud et des Secrétaires nationaux directement concernés, l'offensive des socialistes sur ce thème dans les semaines à venir et la cohérence des dispositifs ont été présentés. Un site consacré à nos initiatives est d'ailleurs ouvert.

Un site internet : agirvraimentcontrelacrise.fr et une boîte à outils

Un site internet dédié à cette campagne a été créé, pour fournir aux militants socialistes les moyens de mener cette campagne. Sont notamment disponibles en téléchargement :

- le texte complet du contre plan de relance du PS et une version résumée,
- un kit de communication, dont une affiche et un tract 4 pages (disponibles auprès de la fédération pour des distributions militantes),
- un contre-argumentaire au plan de relance présenté par Nicolas Sarkozy



1000 initiatives des sections contre la crise

Toujours sur ce site internet, les fédérations et les sections sont invitées à faire remonter leurs initiatives prises pour porter les propositions des socialistes.

L'objectif affiché est de recenser 1000 initiatives à travers la France telles que les distributions militantes, l'organisation de réunions publiques, etc.

Européennes : la volonté d'exemplarité de Martine Aubry

La journée a été conclue par Martine Aubry, qui a énoncé, notamment, les critères de désignation de nos candidats aux européennes, provoquant les applaudissements de la salle sur le non cumul des mandats ou la non présentation à d'autres types de mandats, en cours de mandat européen.

Une bonne journée de rassemblement, de travail et de mobilisation appelant au travail tous les socialistes.



Election de la liste des candidats aux élections européennes Election des animateurs de circonscription Jeudi 12 mars 2009 - 17h à 22h

Le vote de validation de la liste des candidats socialistes de la circonscription "Ouest", pour l'élection des députés européens du 7 juin, se tiendra le **jeudi 12 mars, de 17h à 22h dans toutes les sections de France.**

Parallèlement, les militants seront invités à élire les animateurs des comités de circonscription, dans les 6 circonscriptions législatives du Morbihan. Le rôle des comités de circonscription est de coordonner et d'organiser le travail inter-section, de préparer les échéances électorales...

Calendrier de désignation des animateurs de circonscription :

- **Lundi 16 au samedi 21 février** : dépôt des candidatures par écrit auprès du Premier secrétaire fédéral (voie postale ou courriel) accompagné de la professions de foi
 - **Du 23 février au 6 mars** : AG de présentation des candidatures (obligatoire en cas de candidatures multiples)
 - **Début mars** : envoi des convocations et professions de foi des candidats aux militants
- (Dispositif sous réserve de validation par le Conseil fédéral du 12 février 2009)

SBFM : plan social rejeté... Restons mobilisés aux côtés des salariés

Ces dernières semaines, les nerfs des salariés de la SBFM de Caudan et de leurs familles ont été mis à rude épreuve. Après l'annonce prématurée d'un plan de licenciement de 237 salariés sur 550, celui-ci a finalement été rejeté le lundi 10 février.

Suite à l'annonce du plan social, Le Parti socialiste du Morbihan avait déposé un communiqué de presse dans lequel il annonçait être "particulièrement vigilant sur l'utilisation des fonds publics. Il serait parfaitement inacceptable que le Fonds stratégique d'investissement de l'Etat soit utilisé pour financer le futur plan social de l'entreprise alors qu'il est destiné aux investissements dédiés à l'entreprise (rénovation de l'outil industriel et Recherche et Développement)". Il soulignait également "le travail mené par les collectivités sur ce dossier, au premier rang desquelles la Région Bretagne et la Communauté d'agglomération Cap L'Orient".

Maintenant que ce plan a été rejeté, il faut rester vigilant et maintenir la mobilisation pour soutenir les salariés et veiller à la pérennisation des emplois et de l'outil de production.

A la rencontre des associations d'Education populaire

Gwendal Rouillard et Maxime Picard ont rencontré, au nom du secrétariat fédéral et de la fédération, les représentants des associations d'éducation populaire dans le Morbihan. Ils ont en particulier fait le point sur la suppression des moyens alloués par l'Etat aux associations complémentaires de l'enseignement public. Une pétition en ligne est notamment à relayer pour alerter les pouvoirs publics et manifester notre attachement à ces acteurs incontournables du champ de l'éducation :

www.pourleducation.org

Le Rappel du Morbihan consacra très prochainement un dossier sur ce sujet.

Envie de vous exprimer ?

Si vous souhaitez voir publier des articles dans le Rappel du Morbihan ou simplement communiquer des informations à la rédaction, vous pouvez adresser vos propositions à l'adresse du Rappel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ou par téléphone au 02 97 84 84 55

Avec l'accord de votre secrétaire de section, vous pouvez également devenir correspondant de votre section pour le Rappel du Morbihan (envoi de communiqués, d'articles, de photos...).

Merci de vous signaler en tant que tel auprès de la Fédération.

ACTUALITES

BREIS Le bureau régional renouvelé

Réuni le dimanche 8 février, le BREIS - Bureau de recherche et d'information socialiste, a renouvelé son bureau et définit les axes de travail pour 2009 avec la préparation des élections européennes et régionales.

Renouvellement du bureau

Le bureau du BREIS, en place de puis le congrès du Mans 2005, a été reconduit à l'unanimité, sans autres candidatures déclarées. Voici sa composition :

- **Bernard Poignant** - Président et porte-parole
- **Ronan Kerdraon** - Secrétaire
- **Jean-Claude Lessard** - Trésorier

Elections européennes

Dans la perspective de la réunion inter-régionale du 16 février à Nantes, Bernard Poignant a retenu les critères énoncés par le secrétariat fédéral du Morbihan le 24 janvier, pour la composition de la liste Ouest. Les prochains députés européens socialistes de la circonscription Ouest devront réunir les conditions suivantes :

- Engagement sur le projet européen
- Légitimité locale du/de la candi-

dat(e) (pas de parachutage)

- Engagement à terminer le mandat
- Pas de cumul avec un mandat électif local

Quelques candidatures bretonnes ont été évoquées lors de cette réunion. Pour le Morbihan, quatre candidatures ont été enregistrées : Jacques Aulnette (Le Faouët), Hélène Brus (Lorient), Jean-Louis Milès (Larmor-Plage), Paul

Paboeuf (Questembert).

La liste sera composée et arbitrée lors de la commission électorale inter-régionale (Bretagne, Pays de Loire, Poitou-Charentes) lors de la réunion du 16 février à Nantes, avant d'être soumise au vote des adhérents.

Elections Régionales

Concernant les élections régionales, l'hypothèse d'un scrutin maintenu en 2010 demeure pour l'instant l'hypothèse la plus probable. Jean-Yves Le Drian a présenté le calendrier, en annonçant un grand moment public breton sur le bilan de l'équipe actuelle en juin 2009, après les élections européennes. Il a par ailleurs proposé que le travail sur le projet régional 2010-2016 soit mené entre septembre et décembre 2009, avant d'entamer la campagne de terrain entre janvier et mars 2010.



Photo: A. Kervadec



Filière automobile État, Région, UIMM et acteurs de la filière se mobilisent

Le 9 février, le Préfet de la région Bretagne, le Président du Conseil régional, le Président de l'UIMM et l'ensemble des représentants du secteur automobile ont signé une charte régionale de coopération pour accompagner les entreprises et leurs salariés.



La filière automobile bretonne, qui représente 25 000 salariés, connaît, comme au plan national, une situation exceptionnellement difficile. Depuis déjà de longs mois, la filière subit les effets de l'accélération du développement international, de la concentration, et de la pression de plus en plus forte sur les prix. Conséquence pour les entreprises : la nécessité d'évoluer rapidement et de rechercher une taille optimale pour s'adapter à ce nouveau contexte.

Une réponse concertée

Pour répondre à ces difficultés structurelles, l'État, les constructeurs, les équipementiers automobiles, et les organisations syndicales ont signé, le 3 juillet 2008, une charte automobile nationale. Promouvoir la concertation entre tous les acteurs, l'adhésion à des objectifs communs, et l'optimisation des financements publics et privés déjà mobilisés, telle est sa vocation. La déclinaison régionale de cette charte nationale à laquelle tous les acteurs du monde automobile sont partis prenantes, mise sur la mobilisa-

tion des moyens et des compétences. Pour permettre une gouvernance régionale adaptée, trois priorités ont été retenues :

- Veille et anticipation économique et sociale : pour connaître les points forts et points faibles de la filière automobile en Bretagne ;
- Attractivité, recrutement et intégration durable des salariés dans le secteur de l'automobile : pour créer une situation favorable au maintien et au renforcement des compétences par les entreprises ;

- Maintien, évolution et reconversion des salariés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du secteur de l'automobile : pour remédier aux difficultés d'employabilité et favoriser les reconversions.

Ce plan est financé par des crédits du Fonds Social Européen, de l'État, de la Région Bretagne et de l'OPCAIM (organisme collecteur), chacun selon ses compétences. Il s'inscrit dans le Plan régional de développement de la filière "véhicule".

Plan régional de développement de la filière "véhicule"

Élaboré, en Bretagne, au terme d'un travail collectif (Etat, Conseil Régional, collectivités locales (notamment le département d'Ille-et-Vilaine et Rennes Métropole), Autéo, Pôle de compétitivité, acteurs consulaires, partenaires sociaux), il retient 4 axes de travail :

- La performance industrielle : modernisation des entreprises de la filière (organisation, logistique, internationale, innovation, etc.), efforts de diversification...
- Le maintien et le développement des ressources humaines : aide à la formation, évaluation et développement des compétences, aide à la reconversion et à la création d'entreprise...
- L'organisation territoriale de la filière : repositionner la filière bretonne en valorisant ses spécificités.
- La veille : veille stratégique sur les marchés, sur les déplacements...

Le militantisme en question

Après les épreuves et les déceptions de toutes natures que viennent de traverser les adhérents du Parti socialiste, comment peuvent-ils encore, comment pouvons-nous encore, concevoir le militantisme ?



Une action

Le militantisme reste avant tout une action de lutte, un combat. C'est un acte fort en vue du changement

social, nécessitant une implication directe. Il s'agit d'engager sur la voie de la guérison une société que nous jugeons malade. Cet engagement ne peut se mener qu'avec un esprit de croisade, qu'avec une conviction inébranlable.

Un engagement

Le militantisme est également synonyme d'un engagement personnel, visible, presque ostentatoire. Militier c'est formaliser ses convictions, les rendre manifestes dans les activités quotidiennes, auprès de sa famille, de ses amis, de ses collègues de travail. C'est témoigner de la volonté que l'on a d'améliorer la société par des démonstrations répétées et explicites, pour emporter l'adhésion et rassembler.

La défense d'idéaux

Militier n'est pas un acte banal mais la promesse solennelle de ne pas

rompre avec les valeurs auxquelles on est viscéralement attaché ; c'est aussi un moyen et une occasion unique de les mettre en avant et de les promouvoir, d'argumenter et de faire partager sa vision des choses, de discuter et de convaincre.

Admirablement servis par l'argument que constitue la baisse des adhésions (80 000 adhérents de moins au PS depuis 2006), d'aucuns veulent nous faire croire à une désaffection de nos concitoyens pour la chose politique : c'est oublier un peu rapidement les collectifs et syndicats, ainsi même que les simples citoyens, qui se sont beaucoup investis et mobilisés ces derniers mois sur des thèmes de société.

Mais même si ce retour à une certaine forme de militantisme, assez spontanée et souvent fort conviviale, n'est pas passée par les partis politiques traditionnels, il n'en reste pas moins vrai qu'une importante capacité de mobilisation existe ! Les uns et les autres, ont réagi sur des sujets qui touchent à leur vie quotidienne, à des thèmes qu'ils leurs sont chers : la santé, l'éducation, la sécurité, l'environnement, le pouvoir d'achat.

Camarades, ils nous faut capter ces

potentialités sur leur terrain même, car c'est là que les Français ont la meilleure expertise des problèmes qu'ils rencontrent. C'est sur leur terrain, avec eux, que nous pourrions débattre, envisager des solutions et élaborer des propositions. Et c'est grâce à des propositions, argumentées, crédibles, qui « tiennent la route », que nous construirons une nouvelle crédibilité pour le PS.

Engageons-nous dans une nouvelle ère pour le militantisme : un militantisme qui prend ses racines dans le peuple, dans la reconnaissance et la prise en compte effective des populations et aussi bien sûr dans la promotion des valeurs sociales qui nous animent ; un militantisme qui prend sa force dans notre volonté farouche de défendre les institutions républicaines, la démocratie et la laïcité face aux attaques incessantes d'un gouvernement qui détruit inexorablement tous les acquis sociaux et les libertés individuelles ; mais un militantisme qui soit à son tour respecté, écouté et pris en compte par les instances nationales du PS.

Marc Loret
Délégué Fédéral
aux Nouvelles Formes
de Militantisme

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Démocratie bafouée

Depuis sa mise en place, le gouvernement actuel a entamé une course folle de nouvelles lois et de projets de réformes en réduisant peu à peu et successivement les droits et la démocratie dans notre pays. Aujourd'hui, le gouvernement frappe encore plus fort avec la présentation de loi organique relative au parlement.

"Éviter tout obstruction de l'opposition"

Ce projet de loi découle de la révision constitutionnelle du 21 juillet dernier, adoptée par le Parlement à deux voix de majorité. Ce projet de loi organique prévoit un "crédit - temps" afin d'éviter toute obstruction de l'opposition, selon le gouvernement.

Sur le site internet du Premier ministre, on trouve un texte sous forme de questions-réponses qui précise "avec l'ordre du jour partagé et la limitation de l'usage du 49-3, on risque un blocage de l'institution parlementaire, si l'agenda de l'assemblée dérive".

Ce "crédit temps" est stipulé par l'article 13 : "Les règlements des assemblées peuvent, s'ils instituent une procédure impartissant des délais pour l'examen d'un texte, déterminer

les conditions dans lesquelles les amendements déposés par les membres du Parlement peuvent être mis aux voix sans discussion".

Une remise en cause des droits fondamentaux des parlementaires

Ainsi le gouvernement entend rendre les débats plus "efficaces" en réduisant le temps d'expression de chaque groupe parlementaire. Il ose prétendre ne pas réduire les droits parlementaires, mais la réalité est tout autre. La durée des discussions en sera réduite et les débats maîtrisés par le gouvernement. Les parlementaires ne débattront plus aussi librement des textes. Il s'agit d'une remise en cause des droits fondamentaux des parlementaires : droit d'amendement et droit de débattre.

De plus, historiquement, l'usage massif d'amendements ou de

prises de paroles répétées (la flibusterie) n'est qu'exceptionnel. Ces pratiques s'avèrent d'ailleurs peu concluante, mais constituent un outil majeur de la démocratie. Le droit d'amendement permet d'améliorer la qualité des textes discutés et aussi de dénoncer les abus du gouvernement. Il est donc critiquable d'affirmer que c'est l'obstruction qui paralyse le bon fonctionnement de l'Assemblée nationale.

Les causes de mauvais fonctionnement du Parlement sont donc toutes autres. Effectivement, on peut constater que le Parlement a un rythme d'activités effrénées voire même insoutenables et aussi que le cumul des mandats pose des problèmes d'efficacité de la part des parlementaires.

Fanny Falquéro - Lorient
mjs-56@hotmail.com

Voeux des sections



85 personnes ont participé vendredi 30 janvier aux vœux du **PS de Lanester**. En présence de Jean-Yves Le Drian et de Gwendal Rouillard, Isabelle Desestret-Mazard - secrétaire de section et Alain L'Hénoret - président du groupe socialiste au conseil municipal, ont pu affirmer leur volonté de continuer à rendre dynamique et présent le PS à Lanester.



Dimanche 8 février, Jean-Marc Paous, secrétaire de la **section de Kervignac** a réuni militants et autres membres du secrétariat fédéral pour la séance des vœux. Il s'agissait du premier exercice du genre pour la section, puisque la section a été créée début 2008, dans la perspective des élections municipales. "Notre dynamisme a contribué à faire changer les choses, explique Jean-Marc, à mettre des doutes dans des certitudes, à rendre plus ouverts les esprits. L'ambiance au sein du conseil municipal a changé, et même nos élus ont accès aux dossiers ! Tout cela devrait profiter à toute la population, et c'est tant mieux ! (...) Rassembler, convaincre est toujours un travail de longue haleine, et la section socialiste entend bien continuer à faire son travail, et pas uniquement au moment des élections municipales..."



Le trois sections du nord-ouest du département étaient réunies le samedi 7 février à Locmalo. Les secrétaires Jean-Charles Lohé pour **Guéméné-sur-Scorff**, Robert Ulliac pour **Gourin** et Pierre Pouliquen pour **Le Faouët** étaient présents, ainsi que Gwendal Rouillard et Stéphane Le Guennec, représentant le secrétariat fédéral. Jean-Charles Lohé a notamment évoqué la problématique des services publics, et notamment l'éducation, sur ce territoire : "Avoir une population avec un travail précaire et un niveau d'étude faible et les services aux mains du privé est à l'évidence le projet de l'UMP. Ce n'est pas celui du Parti socialiste et ce n'est pas le projet de société que nous voulons pour nos jeunes, nos aînés, une société équitable."

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Jeudi 12 février - Vannes
Réunion du BFA et du Conseil fédéral

Vendredi 13 février - Languidic
Conseil communautaire de Cap L'Orient

Lundi 16 février - Nantes
Réunion inter-régionale sur les européennes

Vendredi 20 février - Lorient
Bureau de Cap L'Orient

Actualité

Il court, il court Sarkozy...

Il est passé par ici, il repassera par là. Vous le croyez à Paris, il est dans les Emirats du golfe. Vous croyez qu'il s'occupe du dossier de la crise économique et du pouvoir d'achat sinistré des salariés et des retraités, il taille des costumes sur mesure au nouveau patron de l'Europe qui a eu l'audace de lui succéder. Vous croyez qu'il entend les revendications des millions de Français et métropole et des Antilles et bien non, il n'en fait qu'à sa tête en multipliant ses apparitions dans les médias en disant tout et son contraire avec une arrogance et un culot qui ne font qu'aviver les rancœurs de tous ceux qui sont touchés par la crise.

Dans son intervention télévisuelle, il n'hésite pas à dire, sans le dire, qu'il envisage dès à présent de briguer les suffrages des Français pour un second tour de piste en 2012. Encore faudrait-il que nos compatriotes lui fassent encore confiance, ce qui est, pour le moins, loin d'être le cas.

Sarkozy et ses ministres non qu'une ambition, à les écouter, c'est de faire le bonheur des Français contre leur gré. Toutes les réformes engagées par le Président ont ceci en commun qu'elles hérissent le poil de tous ceux qui sont concernés. Les jeunes avec la réforme de l'Education Nationale, les professeurs et chercheurs de l'enseignement supérieur, les défenseurs de la Télé publique, les salariés qui ne veulent pas travailler le dimanche, autant de réformes dont les auteurs qui, après avoir roulé les mécaniques, ont dû replier leurs gaules et manger leurs chapeaux.

Dans la période agitée que nous vivons, un Président responsable arrêterait de brandir un chiffon rouge devant les Français et chercherait au contraire le plus grand consensus possible pour passer ce cap difficile. Mais c'est trop attendre de celui qui pense qu'il détient seul la vérité au détriment de tous les autres.

De grâce, Monsieur le Président, arrêtez de nous sortir une réforme par semaine imaginée, pour une bonne part, par votre entourage sans tenir compte des applications qui se révèlent souvent désastreuses. Il y a loin de la parole aux actes et Nicolas Sarkozy en est, chaque semaine, la preuve vivante.

Le Cormoran

EUROPÉENNES 2009

Former, informer, convaincre, mobiliser : le plan d'action de la Fédération pour les européennes

Dans la perspective des élections européennes de juin prochain, pour être à la hauteur des enjeux, répondre aux attentes des militants et, le moment venu, mobiliser tous les Morbihannais, la Fédération a adopté le 24 janvier dernier un plan d'action opérationnel préparé par Hélène Brus, Simon Uzenat et la section de Vannes. Il se décline autour de trois outils : des conférences de formation, le Rappel du Morbihan et le site Internet www.ps56.fr.

Ce plan poursuit deux objectifs : offrir aux militants un maximum de clés de compréhension, de ressources, d'informations et d'argumentaires ; valoriser et donner du sens aux impacts locaux des politiques européennes. Ainsi, chacun d'entre nous pourra ensuite aller à la rencontre des Morbihannais-e-s, expliquer les enjeux de l'élection, faire obstacle aux mensonges des extrêmes et convaincre chaque citoyen de voter pour une majorité de changement, une majorité de gauche au Parlement européen.



1) Comprendre le fonctionnement institutionnel de l'Union européenne

Les conférences de formation sur l'Union européenne, animées par Jean-Paul Méheust, militant de la section de Vannes et ancien consultant en affaires européennes, seront séquencées selon trois titres : histoire, institutions et mode décisionnel. Après 1h15 de présentation, un débat politique et technique clôturera la conférence pendant 45 minutes.

Elles auront lieu dans chaque circonscription (Vannes, Lorient, Pontivy, Auray, Ploërmel et Le Faouët) entre le 23 mars, date de la première conférence à Vannes, et la fin du mois d'avril, avant le lancement officiel de la campagne à l'occasion de la Fête de la Rose du 1^{er} mai.

2) Connaître les grandes politiques européennes

Les grandes politiques sectorielles européennes seront également étudiées de près dans le cadre du Rappel du

Morbihan qui consacrera une page spéciale aux élections européennes dans chacun de ses numéros jusqu'à la date de l'élection. Dès le prochain numéro sera ainsi abordé le thème de l'agriculture ; 7 autres suivront : pêche, transports, culture, emploi et politique sociale, éducation, formation et jeunesse, environnement, recherche et innovation.

La présentation de ces politiques obéira à chaque fois à la même présentation en trois volets : exposé de la politique de l'Union, positions et propositions contenues dans le Manifesto sur chacune des thématiques, interview d'une

personnalité pour la déclinaison territoriale.

3) Le site Internet de la fédération, www.ps56.fr, carrefour et atelier de campagne

Une rubrique spécialement dédiée aux élections européennes sera mise en place dans les tous prochains jours. Vous pourrez y trouver tous les éléments utiles pour convaincre : fiches

thématiques, argumentaires, ressources bibliographiques et webographiques, contacts locaux et personnes ressources pour animer des réunions locales, calendrier (dates des conférences et des meetings, rendez-vous militants...). Elle sera aussi un espace réactif à l'actualité où pourra être analysé et approfondi tout événement, analyse ou interview qui n'aurait pas fait l'objet d'une programmation initiale. Enfin, les expressions des acteurs locaux y seront également fortement valorisées, toujours dans l'objectif primordial d'assurer le lien permanent entre enjeux européens et problématiques locales.

BREIS : les socialistes bretons adoptent leurs critères pour la composition de la liste aux européennes

Réuni le dimanche 8 février à Pontivy, le BREIS a abordé la question des élections européennes dans la perspective de la réunion inter-régionale du 16 février à Nantes, réunissant les représentants des régions Bretagne, Pays de Loire et Poitou-Charentes qui composent la circonscription "Ouest". Ils ont énoncé les critères que devront réunir les candidats élus :

- Engagement sur le projet européen
- Légitimité locale du/de la candidat(e) (pas de parachutage)
- Engagement à terminer le mandat
- Pas de cumul avec un mandat exécutif local

Le vote de validation de la liste électorale "Ouest" aura lieu dans toutes les sections, le jeudi 12 mars, de 17h à 22h.

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

- Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
- Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr